

**Discours de politique générale du Premier Ministre :
confirmation de la feuille de route antisociale du Président de la République !**

Le discours de politique générale du Premier Ministre, François Fillon, confirme la feuille de route du gouvernement déjà annoncé par le Président de la République.

Sous un vocable qui se veut moderne et de rupture avec la « France molle qui travaille de moins en moins », il s'agit de justifier des mesures qui accélèrent les remises en cause de droits fondamentaux importants. Sur le plan des libertés, le Premier ministre a justifié le projet de loi sur la délinquance au nom de la nécessaire fermeté contre les multirécidivistes, alors même que la majorité des professionnels concernés le dénoncent comme inefficace et même contre-productif. Il a enfoncé le clou sur la délinquance des mineurs sans même prononcer le mot de « prévention » comme si la seule réponse à des actes de délinquance de certains jeunes ne devaient se traiter que par la répression !

Le Premier Ministre est revenu sur la question de l'identité nationale, sans doute pour mieux soutenir l'existence d'un ministère dit « de l'identité nationale, de l'intégration et de l'immigration » qui représente un amalgame indigne entre immigration et identité nationale. Il a réaffirmé un discours de fermeté et d'autorité vis-à-vis des immigrés, encore une fois identifiés comme source de nombreux problèmes !

Pour la jeunesse, François Fillon a fixé comme objectif d'en conduire 50 % vers un diplôme de l'enseignement supérieur : comment accorder de la crédibilité à cela quand au même moment est annoncé la suppression de 10 000 postes d'enseignants à la rentrée prochaine ? Le système éducatif est un tout : de la petite enfance à l'enseignement supérieur, il doit être doté des moyens nécessaires pour répondre aux besoins des jeunes dans le cadre d'un service public renforcé. Le choix confirmé de parvenir rapidement à la totale autonomie des universités conduira au contraire à un renforcement des inégalités dans l'enseignement supérieur.

Sur l'emploi, si François Fillon prétend s'attaquer au chômage de masse et avoir pour objectif le plein emploi, comme tous ses prédécesseurs d'ailleurs, il le fait en ciblant « une réforme profonde du marché du travail et de l'environnement réglementaire de nos entreprises »... Derrière ces mots, il s'agit bien de déréglementer encore davantage le contrat de travail, de toucher au système de protection sociale, et de poursuivre une logique de transfert des cotisations sociales des entreprises vers les ménages. C'est dans ce cadre qu'il a réaffirmé la volonté du gouvernement de mener le débat sur la TVA sociale, dont chacun sait pourtant qu'elle pèsera d'abord sur les ménages les moins favorisés.

La confirmation de l'allongement de la durée de cotisations pour partir en retraites, le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, et les mesures fiscales illustrent parfaitement les choix de cette majorité : une politique au service du patronat et d'une minorité de privilégiés !

Pour affirmer son autorité qui lui est disputée par l'hyper Président de la République, le Premier Ministre a multiplié les références historiques : de Gavroche à Voltaire, en passant par Rousseau, il n'a pas hésité à citer Albert Camus : « Vivre, ce n'est pas se résigner » !

Pour l'union syndicale Solidaires, effectivement nous n'avons pas l'intention de nous résigner devant ces choix qui nous semblent contraires à l'intérêt général et aux valeurs d'égalité et de solidarité auxquelles nous sommes attachés !